L'influence de la mémoire de la Révolution française et de l'empire napoléonien dans l'opinion publique française face à la guerre d'Espagne de 1823

Kôbô Seigan

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1358>
DOI : 10.4000/ahrf.1358
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2004
Pagination : 159-181
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Kôbô Seigan, « L'influence de la mémoire de la Révolution française et de l'empire napoléonien dans l'opinion publique française face à la guerre d'Espagne de 1823 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 335 | janvier-mars 2004, mis en ligne le 20 février 2008, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1358> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1358>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

L'influence de la mémoire de la Révolution française et de l'empire napoléonien dans l'opinion publique française face à la guerre d'Espagne de 1823

Kôbô Seigan

1. La presse sous la Restauration

- 1 L'intervention de l'armée française dans la révolution espagnole a marqué un tournant dans l'histoire de la Restauration. Le triomphe de la France a consolidé le gouvernement. Villèle a exploité ce succès en dissolvant la Chambre des députés en décembre 1823. Les élections de février-mars 1824 se sont traduites par un raz-de-marée des ultras. En plus, le gouvernement a pu montrer la résurrection de l'armée française à l'Europe. En revanche, l'effondrement des libéraux espagnols a découragé leurs homologues français. En outre, les complots militaires qui avaient successivement éclaté pendant les années précédentes ne se sont pas répétés après la guerre ¹.
- 2 L'affaire d'Espagne a été suivie de près par les journaux français. En fait, comme Charles Ledré le souligne, dès le début de la Restauration, les informations et les commentaires de politique extérieure ont pris une place importante dans la presse. Les nouvelles de l'étranger occupaient d'ordinaire les premières colonnes des quotidiens. L'affaire d'Espagne a fourni aux journaux français l'occasion de débattre sur la nécessité d'intervenir militairement dans la révolution espagnole et sur les risques d'une telle guerre ². Cependant, il semble que l'étude de Ledré n'ait pas été approfondie par d'autres recherches en France ³. Jean Vidalenc analyse le cas du *Journal de Rouen* ⁴, ce qui est intéressant pour connaître la situation de la presse provinciale. Mais Vidalenc n'examine qu'un seul journal, et sa démarche ne permet pas de restituer les débats dans la presse.

- 3 Aussi, le présent article entend comparer *le Constitutionnel*, libéral, à *la Quotidienne*, ultra. *Le Constitutionnel* remonte à l'époque des Cent-Jours, où il avait pour titre *l'Indépendant*, dit « jacobino-bonapartiste ». Il est rapidement devenu le centre de ralliement des libéraux et le nombre de ses abonnés a augmenté en quatre ans (15 200 en 1820, 16 250 en 1824). Au moment de la guerre d'Espagne, il avait le tirage le plus important des journaux français. En face, en juin 1814, *la Quotidienne* se situait dans l'opposition de droite. Elle avait 5 300 abonnés en 1820 et 5 800 en 1824 : soit le deuxième tirage des journaux de l'opposition de droite. En outre, elle a manifesté son hostilité aux principes libéraux avec véhémence ⁵. L'étude comparative du *Constitutionnel* et de *la Quotidienne* pourrait donc mieux faire comprendre la structure de l'espace public qui était animé par les débats publics.
- 4 Mais avant d'analyser minutieusement les deux journaux, il faudrait rappeler ce qui conditionnait l'opinion publique de cette époque : la surveillance de l'État. L'ordonnance du 1er avril 1820 concernant l'exécution de la loi du 31 mars 1820, promulguée à la suite de l'assassinat du duc de Berry, a imposé l'autorisation et la censure préalables aux journaux et aux écrits périodiques ⁶. D'après la brochure d'Evariste Dumoulin, cette censure a obligé *le Constitutionnel* à supprimer 40 868 lignes entre les mois d'avril et d'octobre 1820 et n'a pas voulu que la France ait su ce qui se passait en Europe ⁷. Cette même brochure a présenté un article du *Constitutionnel* qui avait été biffé en entier : « Si, pendant les derniers huit jours qui viennent de s'écouler, nous avons publié peu de nouvelles étrangères, il n'en faut pas conclure qu'il n'y en ait point ou que nous n'en recevions pas. Notre correspondance extérieure n'a jamais été ni plus active, ni plus fertile [...]. Mais pouvons-nous répéter tous les bruits qui courent, toutes les notes diplomatiques ou autres qui nous parviennent ? » ⁸. Les autorités ont certainement fait attention aux nouvelles étrangères. Dans un rapport communiqué au ministre de la Justice, la commission de censure a affirmé qu'il fallait observer les nouvelles étrangères, les mouvements militaires et les mutations de fonctionnaires publics ⁹. En effet, le conseil de surveillance de la censure a rejeté un article de *la Renommée* qui avait annoncé des troubles en Andalousie provoqués par l'action des ultras de la Péninsule ¹⁰. Le ministère de l'Intérieur a également surveillé des brochures comme *De la révolution actuelle de l'Espagne, et de ses suites* qui prenait parti pour la révolution ¹¹.
- 5 Les censeurs ont-ils été moins rigoureux face aux journaux ultras ? D'après Dumoulin, oui ¹². Mais dans un rapport daté du 29 juillet 1820, la commission de censure écrit : « Les journaux royalistes sont souvent aussi dans le cas de subir des suppressions qui contrarient beaucoup les éditeurs de ces feuilles. C'est surtout à l'égard des révolutions de Naples et d'Espagne, que la commission a le plus d'occasion d'exercer à l'égard de ces journaux sa sévérité. Les principes et les doctrines qui font l'ame de ces feuilles portent continuellement les écrivains à publier des critiques très vives de la constitution des cortes [sic], des personnalités insultantes contre les chefs de ces révolutions et de sinistres prophéties sur les événements que l'avenir prépare à ces monarchies. La commission n'a pas cru que ces attaques contre une constitution acceptée par le Roi d'Espagne pussent être autorisées dans les journaux censurés sans exposer le gouvernement français aux plaintes fondées de l'ambassadeur d'Espagne, elle s'est donc déterminée à interdire rigoureusement ces discussions » ¹³. Il semble que la censure ait été également rigoureuse en 1820 envers les périodiques de différents bords.

- 6 Mais la presse lui a habilement résisté. Les textes que la censure avait interdits, elle les a remplacés par des lignes de points et des blancs. Dans la rubrique « EXTÉRIEUR - ESPAGNE », *le Constitutionnel* a inséré quatre lignes de points le 31 décembre 1821 et deux le 18 janvier 1822. *La Quotidienne* en a mis quelques-unes le 10 mars et le 27 novembre 1821 ainsi que des blancs le 18 août et le 12 novembre 1821, en annonçant les nouvelles espagnoles.
- 7 La censure a été supprimée en 1822, mais les autorités ont continué d'épier l'opinion publique. En mars 1823, les journaux ont évoqué les dangers de la liberté de la presse pendant la future guerre d'Espagne ¹⁴. En effet, en avril 1823, le ministre de l'Intérieur ayant craint que le progrès de l'armée française en Espagne ait fourni aux malveillants le prétexte d'annoncer des désastres imaginaires, a demandé aux préfets de faire entendre à leurs administrés l'absurdité des nouvelles comme les défections dans l'armée, l'occupation de quelques provinces par des armées étrangères, ou de nouveaux appels sur les classes des jeunes gens libérés par la loi ¹⁵. Durant ce mois, *le Courrier français* et *le Pilote* ont été suspendus quinze jours en raison d'articles relatifs à la guerre d'Espagne ¹⁶. La discussion publique sur l'affaire d'Espagne a été donc conditionnée par la surveillance de l'État. La censure a été rétablie en 1824 et 1827. *Le Constitutionnel* et *la Quotidienne* ont encore inséré des blancs en août et septembre 1824 dans leurs papiers sur la situation espagnole. De son côté, le bureau de censure de Paris a retranché une cinquantaine d'articles *du Constitutionnel* qui contenaient des nouvelles d'Espagne, entre les mois de juin et d'octobre 1827, bien que *la Quotidienne* n'ait pas été forcée d'en supprimer autant ¹⁷.

2. La fréquence et les sources

- 8 Le nombre des jours où il y avait au moins un article relatif à la révolution espagnole a augmenté au début de l'année 1820 dans les deux journaux : dans *le Constitutionnel*, il y en avait 7 en janvier, 16 en février, 26 en mars, 20 en avril ; dans *la Quotidienne*, 1 en janvier, 15 en février, 16 en mars, 20 en avril. Puis, il a été stable dans les deux journaux entre mai 1820 et novembre 1822. Mais cette accalmie a brusquement cessé en décembre 1822 ; ce type d'articles s'est alors multiplié au point de devenir quotidien en juin 1823. Au printemps et à l'été 1823, l'affaire d'Espagne a bien occupé les deux journaux. Enfin, leur nombre a chuté à l'automne suivant. Dans *le Constitutionnel*, le nombre des jours où il y avait au moins un article concernant l'affaire d'Espagne est vite tombé de 25 à 8 entre novembre 1823 et mars 1824. Dans *la Quotidienne*, la chute a été moins spectaculaire : de 22 à 11. Malgré tout, l'évolution générale du journal libéral a été semblable à celle du journal l'ultra.
- 9 Toutefois, les deux quotidiens n'ont pas utilisé de la même manière leurs rubriques. Dans *le Constitutionnel*, les articles relatifs à l'affaire d'Espagne sont principalement apparus dans la rubrique de l'« EXTÉRIEUR - ESPAGNE » jusqu'en 1822. Mais en 1823, ils étaient également dans d'autres rubriques : « INTÉRIEUR - Paris », « INTÉRIEUR - Perpignan », « NOUVELLES DES FRONTIÈRES D'ESPAGNE » ou une rubrique sans titre que délimitait un filet horizontal. De mars à septembre 1823, le nombre d'articles a diminué dans la rubrique de l'« EXTÉRIEUR - ESPAGNE » (10 à 1), tandis qu'il a augmenté dans les autres (22 à 30). À partir de janvier 1824, le nombre d'articles dans l'« EXTÉRIEUR - ESPAGNE » est progressivement remonté, et en septembre 1824, l'affaire d'Espagne a été traitée seulement dans l'« EXTÉRIEUR - ESPAGNE » comme avant la guerre. En revanche, le nombre d'articles dans les autres rubriques a baissé entre octobre 1823 et mars 1824 (29 à 1). Le contraste entre l'« EXTÉRIEUR - ESPAGNE » et les autres rubriques est très

saisissant. La position du *Constitutionnel* est évidente : quand il s'agissait de l'intervention militaire de la France, l'affaire d'Espagne n'était plus une affaire étrangère, mais un problème français. De son côté, *la Quotidienne* a utilisé les autres rubriques que celle des « NOUVELLES ÉTRANGÈRES - ESPAGNE », qu'elle a exploitées surtout au printemps 1820, dans l'hiver 1822-1823, au printemps et à l'été 1823. Cependant, même pendant ces périodes, elle n'a jamais négligé la rubrique « NOUVELLES ÉTRANGÈRES - ESPAGNE ». On a l'impression que *la Quotidienne* n'avait pas de politique cohérente pour organiser ses rubriques.

- 10 Quelles sources les deux journaux ont-ils exploitées pour rédiger les articles concernant l'affaire d'Espagne ? Ils ont principalement utilisé les documents officiels comme des ordonnances ou des circulaires : en 1823, 20 % des articles du *Constitutionnel* et 25 % de *la Quotidienne*. Cette proportion augmente encore quand on tient compte du nombre d'articles provenant du *Moniteur*, journal officiel : 7 % au *Constitutionnel* et 5 % à *la Quotidienne*. Mais les lettres particulières aussi ont été souvent prises comme sources : respectivement 21 % et 24 %.
- 11 *Le Constitutionnel* et *la Quotidienne* se sont également servis de journaux anglais : respectivement 17 % et 12 % des articles. Il existait donc une circulation transnationale des informations. En effet, *le Constitutionnel* a surtout cité le *Courier*, le *Morning Chronicle*, le *Times* et le *Sun*, et son adversaire a préféré le *Courier* et le *New Times*. Le *Morning Chronicle* défendait le libéralisme de cette époque. Par exemple, en 1822, la Police de Paris a fait saisir dans tous les cabinets littéraires, cafés et lieux publics, le numéro du *Morning Chronicle* du 12 avril, qui contenait une chanson séditieuse intitulée *le cordon sanitaire* ¹⁸. *La Quotidienne* a critiqué la crédibilité de ce journal en raison de son idéologie politique ¹⁹. D'ailleurs, à la fin de janvier 1823, quand le *Morning Chronicle* et le *Sun* se sont opposés à l'intervention militaire de la France que le *Courier* et le *New-Times* soutenaient, *la Quotidienne* a surtout attaqué le *Sun* ²⁰. Ce dernier a répliqué au journal ultra, et son article a été publié dans *le Constitutionnel* :
« *La Quotidienne* affecte de croire que l'invasion d'Espagne n'a été condamnée en Angleterre que par nos révolutionnaires et nos radicaux, *la Quotidienne* sait bien le contraire ; il est donc inutile de lui prouver qu'il est notoire que le même sentiment anime, à ce sujet, le monarque, ses ministres, son parlement et la grande masse des hommes recommandables par leur rang, leur fortune, leurs lumières et leur loyauté. » ²¹
- 12 En outre, *la Quotidienne* a exploité des journaux espagnols dans 10 % de ses articles traitant l'affaire d'Espagne. Ainsi, la presse a reproduit la lutte entre la gauche et la droite aux dimensions européennes.
- 13 *Le Constitutionnel* s'est aussi servi des journaux parisiens qui étaient de droite et ministériels (soit 19 % de ses articles ; parmi les journaux cités, le *Journal des Débats* en représente 29 % ; *l'Étoile* 25 % ; *la Quotidienne* 23 % ; le *Drapeau blanc* 17 %). Il a peu utilisé les journaux parisiens libéraux. Alors que *la Quotidienne* n'a pas beaucoup cité de journaux parisiens de droite, mais plutôt des journaux libéraux et ministériels (soit ²² % de ses articles ; parmi les journaux cités, le *Constitutionnel* 31 % ; le *Courier français* 24 % ; *Journal du Commerce* 18 % ; le *Pilote* 16 % ; *Journal de Paris* 9 %). Pourquoi *le Constitutionnel* et *la Quotidienne* ont-ils préféré mentionner plus particulièrement les journaux adversaires ? Pour comprendre cela, il faudrait étudier comment les journaux se sont mutuellement cités. *Le Constitutionnel* a surtout présenté des doutes sur la crédibilité des journaux adverses : « *Le Journal des Débats* annonce que les cortès se sont dissoutes, laissant derrière elles une commission pour les remplacer. *La Gazette* rapporte, sur la foi

d'une lettre de Madrid, que les articles de la nouvelle constitution sont arrêtés. *La Quotidienne* nous parle du gouvernement *semi-révolutionnaire*, qui s'est, dit-elle, beaucoup amendé [...]. Nous ignorons quel degré de confiance on doit ajouter à ces diverses nouvelles ; nous en considérons moins la forme ou la vérité que les conséquences qui résultent de leur insertion dans les journaux » (22). De plus, *le Constitutionnel* a tourné en dérision ses adversaires : « C'est un singulier spectacle que celui de la France, et particulièrement de Paris, depuis le commencement de la campagne. Croirait-on, en effet, que nous sommes en guerre, à entendre si peu le bruit du canon, et si fort les cris de certains journaux ? [...] *La Quotidienne* fait feu de tous ses bords : invectives, nouvelles, prophéties, métaphysique, elle répand le tout ensemble, et fait à elle seule plus de bruit que plusieurs oppositions. Le plus ordinairement, c'est à nous qu'elle adresse ses plaisanteries si fines, ses observations si obligeantes, ses réfutations si concluantes et surtout si claires »²³.

- 14 De même, *la Quotidienne* a fortement attaqué les journaux libéraux. Elle a même dénoncé les lecteurs : « On a remarqué, aujourd'hui, plusieurs individus faisant éclater une grande joie, en lisant les rapports du *Constitutionnel* sur les événements de Madrid, et répétant d'horribles suppositions sur le compte du Roi Ferdinand : « Ces nouvelles, disait l'un d'eux, ne pouvaient mieux prendre qu'au jour anniversaire du 14 juillet ; » espérons que les épouvantables vœux des méchants ne s'accompliront pas »²⁴. D'ailleurs, *la Quotidienne* a dénoncé le fait que la correspondance des journaux libéraux était en réalité inventée à Paris²⁵. Elle a pareillement montré que *le Constitutionnel* et *le Courrier français* étaient muets sur la bataille de Bidassoa, où l'armée française avait écrasé les transfuges français réunis pour soutenir la révolution espagnole²⁶. Elle a cherché à démasquer le « mensonge » des libéraux : « Maintenant c'est la création des guérillas révolutionnaires que les journaux libéraux paraissent avoir à cœur de faire adopter. Ils ont tous répété, avec une sorte de joie, qu'une première guérilla avait paru sur les derrières de l'armée. Cette nouvelle a été démentie aussitôt par la correspondance de plusieurs officiers français, mais *le Constitutionnel*, qui n'a pas renoncé à l'existence de ces bandes, assurait hier que cinq soldats français avaient été assassinés dans une maison du village d'Ernani. Assurément cet événement pourrait avoir eu lieu sans qu'il fut une conséquence de l'existence des guérillas révolutionnaires ; mais l'impossibilité de cet attentat nous paraît encore mieux démontrée par l'opinion même des habitants de ce village [...] ; car on ne peut avoir oublié que le quartier-général du duc d'Angoulême était le 10 avril à Ernani, que le prince y fut reçu comme un sauveur, et l'armée en libératrice, et qu'au moment du passage des troupes françaises toutes les maisons étaient ornées de drapeaux blancs »²⁷. Comme *le Constitutionnel*, *la Quotidienne* a fait preuve d'humour en publiant un dialogue imaginaire : « Dialogue entre les journaux libéraux et le major-général de l'armée française en Espagne », qui finit de la façon suivante : « *Le Journal de Paris*. – Les circonstances deviennent très graves. *Le Journal du Commerce*. – C'est une affaire manquée ! *Le Pilote*. – Voilà pourtant où les ultras conduisent la France ! *Le Constitutionnel*. – Certes, on n'accusera pas l'opposition d'avoir manqué de prévoyance : elle a toujours dit qu'on n'aurait jamais le roi, et sans le roi, il est impossible de rien finir. *Le major-général*. – Le roi d'Espagne et la famille royale sont arrivés le 1er octobre au port Sainte-Marie. *Tous les journaux libéraux*. – Mais vous n'avez pas Cadix, et sans Cadix... *Le major-général*. – Cadix a fait sa soumission le 3 octobre, et nos troupes y sont entrées le même jour. *Tous les journaux libéraux*. – Cependant... la Seu d'Urgel... *La France entière qui écoutait*. – Ah ! pour le coup si vous n'êtes pas encore contents, vous êtes bien

difficiles : Vive le Roi ! vive le duc d'Angoulême ! vive l'armée » ²⁸. Donc, *le Constitutionnel* et *la Quotidienne* ont cité spécialement les journaux adversaires, afin de critiquer le camp opposé et de manifester clairement leur propre opinion.

3. Les mémoires, l'oubli et l'identité

- 15 Dans le débat sur l'affaire d'Espagne, la mémoire de la Révolution française et de l'Empire napoléonien était au centre de la polémique. Évidemment les libéraux et les ultras avaient des souvenirs très divergents sur la question.
- 16 Le 14 janvier 1821, *la Quotidienne* a inséré un article qui comparait la révolution espagnole à la Révolution française, et qui soulignait l'homogénéité existant entre les deux : « les révolutions roulent dans le même cercle, elles ont les mêmes phases et arrivent toutes aux mêmes résultats. [...] L'assemblée constituante et la législative enlevèrent à Louis XVI toutes les prérogatives attachées à la dignité royale. Dès la première réunion des cortès on a fait sanctionner à Ferdinand les mêmes concessions. [...] Ces rubans avec l'inscription *la constitution ou la mort*, que les révolutionnaires de la Péninsule portent à leur chapeau, et dont les femmes font leur parure, sont le pendant de nos rubans à la devise : *vivre libre ou mourir*. [...] Le palais de Madrid n'est-il pas ce que fut le palais des Tuileries, une maison de sûreté ? » ²⁹. Deux ans plus tard, *la Quotidienne* conservait la même logique : « Quoi qu'il en soit, à Madrid tout a été à découvert, car tout s'y fait, tout s'y dit comme une répétition exacte de l'épouvantable drame dont la France connut le spectacle il y a trente ans. Ferdinand VII, comme Louis XVI, a été surpris par une sédition et la défection de quelques régimens de son armée ; comme Louis XVI, il a été forcé d'accepter une constitution » ³⁰. Ainsi, *la Quotidienne* a conclu qu'il faudrait intervenir dans la révolution espagnole avant qu'il y ait un nouveau régicide ³¹. Elle s'est enfin libérée de son obsession de la répétition de l'histoire à partir de l'été 1823, où la victoire de l'armée française est devenue de plus en plus sûre : « Les révolutions, toujours trompeuses et implacables, avaient suivi une sorte de méthodisme dans leurs attentats [...] opposant la souveraineté du peuple à la légitimité des rois, ces révolutions rigoureuses dans leurs principes, après avoir dépouillé Charles Ier et Louis XVI de tous leurs pouvoirs et de tous leurs droits, abattaient bien vite ces têtes augustes [...]. Quel spectacle différent nous offre aujourd'hui la révolution espagnole. Elle a épousé toutes les haines, toutes les passions, toutes les doctrines de ses aînées, mais elle en a perdu la force et le caractère » ³².
- 17 Au début de la révolution espagnole, *le Constitutionnel* n'a pas beaucoup insisté sur l'analogie avec la Révolution française, et a plutôt préféré marquer la différence entre les deux révolutions. Le 14 décembre 1821, il a cité un article de *l'Universal*, journal de Madrid : « Les Espagnols ont en leur faveur l'expérience passée qui manquait aux Français ; et pour se préserver de l'abîme dans lequel les Français se sont précipités, les Espagnols n'ont qu'à adhérer de toutes les forces à la constitution qu'ils ont jurée » ³³. En effet, quand *le Constitutionnel* a commencé à parler du souvenir dans son argumentation sur l'expédition d'Espagne, il s'est référé avant tout à la guerre de Napoléon dans la Péninsule. Il a cité de nouveau *l'Universal* : « L'emploi de la force dont se servit Napoléon pour envahir l'Espagne en 1808, fut aussi celui dont les Espagnols usèrent pour repousser son agression ; et si la France employait aujourd'hui ce même moyen pour répéter la même insulte, l'Espagne ne balancerait pas un moment pour recourir ainsi à ces mêmes moyens qu'elle a employés avec tant de succès » ³⁴. *Le Constitutionnel* a souligné la difficulté à vaincre la guérilla espagnole que Napoléon avait eue et que l'armée royale de la France aurait lors de la future expédition. Napoléon n'a

jamais pu soumettre entièrement une seule province espagnole en six ans, avec 400 000 hommes et beaucoup d'argent ³⁵. « L'histoire et la raison disaient qu'une guerre nationale en Espagne ne pouvait manquer d'être une chose de longue durée. Les passions répondaient que cette guerre serait une affaire de quinze jours [...]. La séance du 6 février, à Madrid, a décidé la question ; la guerre est nationale ; si elle commence, quand finira-t-elle ? » ³⁶ Ainsi, *le Constitutionnel* a avancé que si la guerre commençait, elle serait comme la terrible guerre de Napoléon, et que pour ne pas répéter cela, il ne faudrait pas faire de nouvelle guerre contre l'Espagne. Cependant, la fréquence du sujet de la guerre napoléonienne a soudainement diminué dans *le Constitutionnel* à partir du mois de juillet 1823. La victoire de l'armée royale française expliquerait ce retournement. D'ailleurs, *le Constitutionnel* a aussi rappelé le souvenir de 1792. D'après lui, l'invasion étrangère amena la Révolution française aux excès en 1792 ; alors, la France ne devrait pas intervenir dans la révolution espagnole si elle voulait assurer la sûreté personnelle de Ferdinand VII ³⁷.

- 18 En revanche, *la Quotidienne* a particulièrement réagi contre le souvenir de la guerre napoléonienne. Elle a insisté sur la différence entre les guerres de Napoléon et de Louis XVIII : « Nous dirons seulement que Buonaparte avait à combattre pour une cause souverainement injuste contre toute l'Espagne réunie à l'Angleterre. La France combat aujourd'hui contre une poignée de révolutionnaires qui n'ont ni argent ni soldats » ³⁸. « Au sujet de la guerre d'Espagne on a remué les souvenirs de Buonaparte. [...] il allait flétrir un front royal, en lui arrachant la couronne ; nous allons à ce même front rendre la majesté un moment obscurcie ; son drapeau insultait aux remparts des cités dont il forçait les portes ; les villes qui s'ouvriront à nos soldats ne verront flotter dans leurs murs que le drapeau des Espagnes [sic] » ³⁹. « En 1807, [...] Buonaparte était maître de toutes les forteresses de la Péninsule, et il ne put opérer l'asservissement d'un peuple qui le harcelait [...] ; l'armée française est aujourd'hui dans une position bien différente ; elle a pour auxiliaires toutes les classes du peuple espagnol » ⁴⁰. Même après l'été, le journal a confirmé à plusieurs reprises l'écart entre hier et aujourd'hui, dans l'ambiance joyeuse du succès militaire : « Tout est différent dans les deux époques, et l'on a affecté de raisonner comme si elles étaient semblables. Il suffit de songer au but de deux entreprises pour les juger l'un et l'autre. Buonaparte ravissait aux Espagnols leur roi ; les Bourbons viennent le leur rendre » ⁴¹.
- 19 En outre, il faudrait remarquer la différence de la conception de la Révolution française qu'avaient *la Quotidienne* et *le Constitutionnel*. Pour le journal ultra, la Révolution et l'Empire composaient une unité. Après avoir rappelé la « tribune » et les « clubs » de l'époque révolutionnaire, un article de *la Quotidienne* a naturellement commencé à parler de la « force de Buonaparte », sans mettre l'accent sur la rupture entre les époques révolutionnaire et napoléonienne. Au contraire, il a souligné la continuité qui existait depuis la Révolution, en remarquant « tout ce qui depuis trente ans désole le monde » ⁴². Un autre article a affirmé que « L'Europe, en 1814, n'eut d'autre pensée que de détruire les deux ennemies déchaînées contre elle pendant trente ans : la révolution et l'usurpation » ⁴³. Et il n'a point fait de différence entre ces « deux ennemies ». Pour *la Quotidienne*, la Révolution était du même acabit que Napoléon. Par conséquent, elle ne distinguait pas non plus les libéraux des bonapartistes. D'après elle, les premiers n'ont pas beaucoup réfléchi sur les avantages de la paix depuis trente ans, car Buonaparte ne leur avait pas demandé d'y penser ⁴⁴. « Ils pleurent Buonaparte, ils rêvent sa légitimité, ils ont reçu les Bourbons avec répugnance » ⁴⁵.

- 20 La conception de la Révolution française que *le Constitutionnel* proposait, était plus complexe. Il n'a pas beaucoup évoqué la Révolution française quand il s'agissait de la guerre de Napoléon et n'a pas sans doute voulu relier les époques révolutionnaire et napoléonienne. Mais il n'a pas pu nier absolument la continuité depuis trente ans. Il a mentionné la Révolution « ayant acquis la prescription de trente années »⁴⁶ et les « trophées militaires devenus si communs depuis trente années »⁴⁷. La continuité n'était pas négligeable surtout dans le domaine militaire : « déclarée le 22 avril 1792, elle [la guerre] s'est terminée le 31 mars 1814 »⁴⁸. En fait, il a sûrement préféré abaisser Napoléon, bien qu'il ne l'ait pas rejeté complètement : « En 1814, la France était fatiguée de deux fléaux : le pouvoir absolu et la guerre. Que reprochaient au potentat déchu toutes les voix qui s'élevèrent alors ? son despotisme et ses victoires. [...] Des Bourbons trouvaient à régir une France qu'avait épuisée la gloire des armes. Napoléon leur laissait un assez vaste partage en leur abandonnant les conquêtes du commerce, de la civilisation et des arts »⁴⁹. L'opinion ambiguë du journal n'a pas évolué un an après la guerre d'Espagne. Napoléon restait pour ce quotidien le « fils ingrat » de la Révolution et un « dominateur » qui « attestait en Europe les progrès que les dernières classes de la société avaient faits, puisque, par un homme issu de leur sein, elles avaient pu occuper le premier trône du monde ». Alors, « on venait détruire un despotisme ; il fallait donc s'élever contre le despotisme et pour la liberté »⁵⁰. De plus, *le Constitutionnel* n'a pas pu entièrement soutenir la Révolution française. Il a admiré « les idées, les doctrines, les sentimens de 1789 »⁵¹ et « l'unanimité populaire qui éclata en 1792 »⁵², mais a refusé le souvenir de 1793 et a vivement critiqué *le Journal des Débats* qui avait fait le rapprochement entre le gouvernement français de 1793 et celui des cortès⁵³. Par contre, il a critiqué la régence de Madrid qui avait été établie sous la protection de l'armée française, en insinuant la ressemblance entre la régence et l'« arbitraire de 1793 »⁵⁴. Donc, l'image de « 1793 » est toujours restée négative pour ce journal.
- 21 Par ailleurs, *le Constitutionnel* a commencé à affirmer l'importance de l'oubli du passé dans l'été 1823. D'après lui, Louis XVI avait déjà reconnu, en 1789 et 1790, l'importance d'oublier le passé et de renoncer à une ancienne existence qui n'était plus compatible avec les temps nouveaux. De même, l'auteur de la Charte a de nouveau fait de l'oubli, un devoir⁵⁵. En effet, « de tous les articles de la charte, celui qu'on a le plus méconnu est sans doute celui qui interdit la recherche des votes et des opinions émis jusqu'à la restauration, et qui en commande l'oubli aux tribunaux et aux citoyens ». Néanmoins, « une faction qui s'alimente de haines et qui a soif de vengeance » est allée chercher des armes dans le passé pour critiquer ses adversaires dans le présent⁵⁶. *Le Constitutionnel* n'a pas voulu qu'on parle du passé qui le dérangeait. De plus, il a voulu généraliser le principe de l'oubli : « Les nations qui, après avoir été longtemps agitées par des troubles politiques, sont ramenées enfin à un ordre de choses plus régulier, ressemblent à ces malades qui ont éprouvé de longs ébranlemens physiques, et dont la tardive et chancelante convalescence exige les précautions les plus rigoureuses. Le seul moyen curatif que l'on puisse alors employer avec succès, c'est le repos [...]. Le médecin sans expérience qui, dans une telle situation, userait de remèdes violens, ne ferait que renouveler le mal, avec des accidens plus redoutables. [...] Il faudrait comparer à cet imprudent médecin l'inhabile homme d'état, qui, loin de calmer les haines et les vengeance, triste héritage des révolutions, ne s'appliquerait qu'à les irriter. Un fait qui nous semble évident, c'est que le ministère peut conseiller, et, s'il le fallait même, exiger de l'Espagne qu'elle suive une route rassurante pour la France et pour l'Europe. S'il ne le fait pas, quelle sera son excuse ? Si ses promesses, en entrant dans la

péninsule, sont méconnues et violées, que deviendra sa dignité ? Il a promis une liberté sage aux Espagnols, et déjà le pouvoir absolu a recouvré ses prérogatives ; il a promis l'oubli du passé, et les généraux même qui ont quitté précédemment les drapeaux constitutionnels, sont repoussés ; il a promis une amnistie, et cette amnistie paraît illusoire »⁵⁷.

- 22 En outre, c'est la mémoire qui fait l'identité. Alors, quelle identité nationale *le Constitutionnel* a-t-il pu proposer au public ? Avant la guerre d'Espagne, il avait affirmé que la France souhaitait traditionnellement la paix et la liberté, au moins depuis le XVI^e siècle⁵⁸. D'après lui, c'était les deux vœux que les Bourbons restaurés ont promis de réaliser par la constitution⁵⁹. Ainsi, pour le journal libéral, le parti national a été le parti des hommes constitutionnels, et son identité nationale était nécessairement liée à l'amour pour la constitution⁶⁰. Néanmoins, la paix a été rompue et une révolution a cessé au-delà des Pyrénées. *Le Constitutionnel* aurait dû être au cœur de la crise d'identité nationale après l'été 1823, mais il s'est contenté de répéter l'importance de la valeur de la Révolution française. D'après lui, tous les résultats de la Révolution française n'ont pas été emportés avec la bataille du Trocadéro et « les choses n'ont pas été remises dans l'état où elles se trouvaient en France le 13 juillet 1789, comme elles ont été replacées en Espagne dans la situation où elles étaient le 1er mars 1820. [...] Quel spectacle nous offrent nos rois pendant treize siècles ? Celui d'une lutte opiniâtre et sanglante contre les usurpations de l'aristocratie. [...] La révolution, malgré ses erreurs et ses crimes, que tout le monde déteste, mais par ses résultats dont tout le monde profite, a achevé ce que nos rois avaient commencé, et ce que Richelieu et Louis XIV, malgré leur toute puissance, n'avaient pu finir ; elle a tout soumis à des lois qui sont les mêmes pour tous ; elle a tout rappelé au bien public ; elle a créé pour le trône un pouvoir, et pour l'état des ressources dont ne jouirent jamais, sous l'ancien régime, les plus habiles ministres et les rois les plus absolus. La charte a dû fixer des limites au pouvoir royal ; mais elles le préservent au lieu de l'ébranler »⁶¹. Or, il insistait également sur l'oubli. Cette contradiction n'a-t-elle pas affaibli sa thèse fondée sur le passé ? Sa logique a-t-elle été assez forte pour répondre aux attaques de *la Quotidienne* ?
- 23 Celle-ci a toujours critiqué les libéraux comme étant des anti-nationaux ou des anti-français. Elle avait déjà affirmé avant la guerre que le parti libéral appelait en France « des bandes de descamisados, ou des troupes composées de fugitifs piémontais, de transfuges buonapartistes, de conspirateurs et de traîtres ». « Nous serions d'exellens Français aux yeux du *Constitutionnel*, si nous annoncions que ce ramas d'hommes perdus doit inévitablement battre notre armée, et arriver sans résistance jusqu'à Paris, pour faire jurer au peuple la constitution de Cadix. [...] Dans cette lutte les royalistes défendent l'honneur de la patrie ; *le Constitutionnel* ne peut donc combattre que dans les rangs de ceux qu'elle appelle ses ennemis. Eux seuls ont les regards fixés sur l'étranger ; les regards des royalistes restent attachés sur la France ; c'est là qu'est le trône, c'est là qu'est l'honneur »⁶². Durant la guerre, *la Quotidienne* a continué d'attaquer l'identité nationale du parti libéral. D'après elle, les libéraux avaient appelé des revers et des malheurs sur les soldats français, et n'étaient pas solidaires avec leurs compatriotes, mais ils ont soutenu les Espagnols révoltés pour leurs doctrines pernicieuses. « Ils ne sont plus de leur pays depuis que le drapeau blanc flotte au-delà des Pyrénées »⁶³. Après la guerre, *la Quotidienne* a persisté dans sa logique : « Le parti libéral qui a eu plusieurs dénominations cherche aujourd'hui à se faire surnommer uniquement le parti de l'opposition. Ce nom est parlementaire, il n'a rien d'odieux, il peut faire oublier des bassesses passées [...]. Enfin, la prétendue opposition libérale est entièrement hors

de la France ; elle vit au milieu de nous, mais elle y paraît comme un peuple d'étrangers, qui n'ont rien de commun avec la nation : ni lois, ni religion, ni politique, ni passé, ni avenir, ni craintes, ni espérances. [...] Je ne sais si les libéraux s'aperçoivent de ce profond isolement [...]. Ce mot *national* est pourtant assez souvent sous leur plume ; ils l'usurpent [...]. Ils répudient nos quatorze siècles de gloire, et ils se disent le parti national. Ils repoussent la religion de l'État, et lui préfèrent toutes les sectes de la terre, quelles qu'elles soient, et ils se disent le parti national. [...] Tout ce qui n'est pas français, ils l'adoptent ; tout ce qui est contraire à l'ordre, ils s'en emparent ; tout ce qui est nouveau, étranger, révolutionnaire, ils le préconisent et ils se disent le parti national. Quel parti ! et quelle nation ! [...] La France reste étrangère aux libéraux, comme les libéraux lui restent étrangers. [...] L'armée française entra en Espagne, ayant sa tête un Bourbon ; elle remporta des victoires, le parti national n'eut des éloges que pour Mina ; Ferdinand fut rendu à la liberté, le duc d'Angoulême fut couvert de gloire, le parti national pleura Riégo, et proclama que notre conquête était sans honneur. [...] Je demande donc encore une fois si c'est à un pareil parti qu'il faut donner le nom d'opposition. Pour mériter ce nom, il faudrait au moins qu'il tint à la France par quelque endroit. Mais il lui est étranger ; c'est pour elle un peuple inconnu »⁶⁴. En effet, *le Constitutionnel* n'a pas efficacement combattu la thèse de *la Quotidienne*.

- 24 En attaquant l'identité nationale des libéraux, *la Quotidienne* a montré la sienne qui était fondée sur la mémoire. En octobre 1823, elle a relaté une scène familiale où on lisait la lettre d'un fils soldat : « Mon cher père [...]. Quelle brillante affaire que celle du Trocadéro ! j'aurais voulu y voir mon oncle François (c'est le nom du capitaine), il serait tombé sur ces gens-là comme il tomba à Marengo et à Austerlitz sur les Autrichiens et sur les Russes. (En écoutant ces derniers mots, le capitaine porta la main sur ses yeux, et je vis qu'il cherchait à nous cacher une larme qui coulait sur sa joue.) Mais nous l'avons bien remplacé [...]; notre jeune armée n'a plus rien à envier maintenant à l'ancienne, les noms de Logrono, de Burgos, de Saragosse, de Madrid, de Séville et du Trocadéro figureront désormais à côté de ceux de Fleurus, de Zurich, de Valmi, de Marengo, d'Austerlitz, de Wagram, d'Iena et de Friedland »⁶⁵. Le soldat n'a pas nié la mémoire glorieuse de Napoléon, mais en a profité pour montrer la nouvelle force des Français. *La Quotidienne* a aussi inséré l'« Éloge des soldats français morts en Espagne » qu'un abonné avait rédigé : « L'Espagne n'a pu voir entre nos belles légions qu'une lutte généreuse de valeur, d'intrépidité, de dévouement ; et comme au temps des François Ier et des Bayard, le drapeau français a toujours été sans peur et sans reproche [...]. La guerre d'Espagne, en faisant remonter Ferdinand sur son trône, affermit à jamais les droits des rois et des peuples, cimente le repos de toute l'Europe et montre assez que les Français ont toujours au cœur, de l'honneur et du courage, et que les Bourbons sont bien des Français. Les victoires de Pampelune, du Trocadéro et tant d'autres, ont été le dernier soupir des révolutions [...]. Maintenant, jeunes voltigeurs, vieilles moustaches, soldats d'Austerlitz et de la Vendée, vous avez marché sous le même drapeau, bravé les mêmes périls ; vaincu les mêmes ennemis, vous portez tous maintenant le même uniforme, vous chantez tous le même refrain : *Vive le Roi, vive la France* »⁶⁶. L'« Éloge » a expliqué que dans l'Au-delà, les divers souvenirs se mélangeaient et constituaient la mémoire nationale. En exploitant la mémoire, les royalistes ont démontré qu'ils étaient les vrais Français.

4. -En dehors de la presse, les débats dans les Chambres et le mouvement bonapartiste
- 25 À présent, écoutons les paroles qui ont été prononcées en dehors de la presse et confrontons-les à elle. La grande ligne des débats parlementaires a été fixée par le

discours du roi du 28 janvier 1823. Louis XVIII, en ouvrant la session, a déclaré qu'il était prêt à faire la guerre pour préserver l'Espagne « de sa ruine »⁶⁷. Ainsi, les partis se sont heurtés sur la question de la guerre. Les débats ont commencé par les arguments sur les projets d'une adresse au roi et d'une loi relative à un crédit de 100 millions pour une prochaine expédition militaire. En février et mars, les projets ont été examinés sous différents aspects, notamment celui de la mémoire. La mémoire de la Révolution française et de Napoléon a occupé une certaine place dans les discussions parlementaires. Bien que moins souvent mentionnée en avril, la mémoire n'a jamais disparu des débats : elle a ressurgi lors des arguments sur l'appel de la classe de 1823.

- 26 Les royalistes ont affirmé que les révolutions française et espagnole se ressemblaient. Fitz-James, à la Chambre des Pairs, a démontré l'homogénéité entre la liberté de Ferdinand « au milieu des baïonnettes » et celle de Louis XVI « sous l'empire de la constitution de 91 »⁶⁸. De même, Chateaubriand a souligné à la Chambre des députés : « La France révolutionnaire enfanta une Convention, pourquoi l'Espagne révolutionnaire ne produirait-elle pas la sienne ? »⁶⁹.
- 27 Chateaubriand a continuellement encouragé la politique belliqueuse dans les Chambres sans oublier la perspective commerciale de cette affaire. L'intervention dans la révolution espagnole assurait, selon lui, le commerce maritime de la France pour l'Amérique. Néanmoins, les enjeux essentiels étaient à ses yeux de rétablir l'indépendance et l'honneur de la France, qui avaient été perdus à cause des « maux » de la Révolution française et de l'Empire. La victoire militaire contre la révolution espagnole rendrait à la France son rang parmi les nations et déciderait son émancipation⁷⁰. D'après Chateaubriand, la France n'accepterait jamais « le retour des maux dont nous avons été 30 ans les victimes »⁷¹.
- 28 Quand Delessert et Foy, libéraux, ont révélé « une si singulière analogie » entre la guerre de Napoléon en Espagne et la future expédition, à la Chambre des députés⁷², Chateaubriand a fortement riposté : il n'était pas possible de comparer « un Bourbon qui marche à la délivrance d'un Bourbon et l'usurpateur qui venait saisir la couronne d'un Bourbon, après s'être emparé de sa personne par une trahison sans exemples »⁷³. Puis, dans son discours du 30 avril à la Chambre des Pairs, il dit : « Dans la guerre de Buonaparte presque toutes les villes fortifiées, qu'il avait d'abord occupées comme allié, étaient pour lui, parce qu'il y avait mis garnison ; mais toutes les populations des campagnes étaient contre lui. Aujourd'hui c'est précisément le contraire : les villes où les Cortès ont jeté quelques soldats nous ferment leur porte, mais le peuple entier des campagnes et des villes ouvertes est pour nous. Non-seulement le peuple et les paysans sont pour nous, mais ils nous regardent comme leurs libérateurs »⁷⁴. *La Quotidienne* a publié son discours dans la rubrique de « CHAMBRE DES PAIRS » le 1er mai⁷⁵. Le lendemain, *le Constitutionnel* l'a repris dans la rubrique de « PARIS » et l'a présenté comme provenant du *Moniteur* en y ajoutant un commentaire. D'après lui, bien que Chateaubriand ait insisté sur la différence qui existait entre les deux invasions, il existait au moins une partie des Espagnols qui étaient contre l'invasion de Louis XVIII comme ils avaient été opposés à celle de Napoléon⁷⁶. En fait, les discours dans les Chambres ont souvent donné de bons « matériaux » à la presse. Par exemple, à la Chambre des députés, le 8 février, Duvergier de Hauranne fit un discours contre la guerre d'Espagne⁷⁷ qu'il publia sous la forme de brochure et dont un extrait parut dans *le Constitutionnel* du 13 février

⁷⁸.

- 29 En outre, le 26 février, Manuel s'est opposé à la guerre d'Espagne en rappelant ce qu'avait coûté à Louis XVI l'intervention des puissances étrangères. Son discours a suscité une grande agitation à la Chambre des députés⁷⁹. En effet, la compréhension sur la situation de 1792 était une question importante au sein des élus. Fitz-James affirma à la Chambre des Pairs le 15 mars : « Il n'est pas exact de dire que les crimes de 92 ont été provoqués par l'invasion étrangère. [...] L'invasion eut lieu en 1792, à l'époque où la plus grande effervescence régnait en France, à l'époque du 10 août, c'est-à-dire au moment où le parti dominant cherchait à exalter les esprits par tous les moyens qui étaient en son pouvoir. Cependant, nulle part on ne trouva la population armée, la France était morne et silencieuse, elle attendait les événements, mais elle ne présentait rien qui pût s'appeler résistance. [...] le duc de Brunswick, en entrant en France, ne s'était pas annoncé comme défenseur de la cause du Roi »⁸⁰. *Le Constitutionnel* a révélé les erreurs de ce discours en rappelant les faits historiques. Il a cité *le Moniteur* du 3 août 1792 comme source pour étayer sa démonstration⁸¹.
- 30 En ce qui concerne la conception de la Révolution française, l'opinion de gauche rejoignait celle de *le Constitutionnel* : vouloir distinguer la Révolution de Napoléon. Royer-Collard a expliqué qu'il n'acceptait que la guerre juste, nécessaire et avantageuse à la nation, comme la guerre depuis la Révolution : « À l'exception des dernières années où elle n'appartint plus qu'à l'ambition désordonnée d'un despote, non seulement elle a été constamment nationale, mais elle est peut-être tout ce qu'il y a eu de véritablement national depuis 1789 »⁸². Il a sans doute voulu sous-entendre que l'époque napoléonienne n'était pas française. D'ailleurs, dans le discours de Broglie du 30 avril, le souvenir de Napoléon n'était pas lié à la Révolution, mais à Charles-Quint et Louis XIV : « car ne vous y trompez pas, empire romain, monarchie universelle, système continental, Sainte-Alliance, c'est une seule chose ; c'est la domination des bataillons sur les droits et les intérêts des peuples »⁸³. Une partie de ce discours a été citée par *le Constitutionnel* le 10 mai. Cependant, les députés libéraux n'ont pas pu complètement nier la continuité entre les époques révolutionnaire et napoléonienne. En critiquant le projet de la guerre d'Espagne, Labbey de Pompières a déclaré : « non, des Français ne peuvent approuver une guerre impie ; ceux qui ont combattu pendant 30 ans pour la liberté ne voteront ni subsides ni hommes destinés à la ravir à leurs voisins »⁸⁴. Or, la cause de la guerre de ces trente années a-t-elle toujours été pour la liberté ? De toute façon, dans le domaine du souvenir, il y avait beaucoup de points communs entre les discours des Chambres et les articles des journaux. Les élus libéraux gardaient le même souvenir des événements que *le Constitutionnel* ; et les royalistes, *la Quotidienne*.
- 31 Enfin, il serait intéressant d'examiner la voix des bonapartistes et la relation entre le bonapartisme et la presse⁸⁵. *La Quotidienne* a souligné le rôle des bonapartistes dans la guerre d'Espagne. Selon l'article du 28 mars 1823, des officiers français qui avaient été condamnés pour des crimes politiques se sont réfugiés en Espagne et ont proposé de désertir aux soldats de l'armée royale française en leur assurant qu'ils partageraient la « gloire de servir l'Empereur »⁸⁶. Le 11 avril, le journal a inséré une lettre qui rapportait la bataille de Bidassoa. L'armée royale française y a trouvé soixante-dix à quatre-vingts transfuges français, napolitains et piémontais, qui marchaient sous deux énormes drapeaux tricolores et étaient armés et habillés à l'instar de l'ex-garde impériale. Ils ont invoqué tour à tour dans leurs cris « Napoléon II, la république, la constitution et la liberté »⁸⁷. Le 27 avril, *la Quotidienne* a aussi fait paraître une lettre d'un particulier de Madrid qui annonçait le départ de la troupe auxiliaire, composée de Français, Napolitains et

Piémontais. « Cette horde de forcenés a traversé la ville en hurlant la marseillaise et ça ira, et en criant vive Napoléon II, empereur constitutionnel des français ! »⁸⁸ En effet, d'après *la Quotidienne*, les insurgés ont utilisé la dénomination de Napoléon II comme signal de rébellion. L'article du 1er mai a présenté un placard trouvé à Schlestadt : « Prenez courage, chevaliers de la liberté de Schlestadt. Vos amis les constitutionnels espagnols sont au nombre de 1,500,000. Ainsi les Français rouvriront leur tombeau en Espagne. [...] Vive la liberté et Napoléon II ! Pleurons la mort de son auguste père. Vive la liberté et Napoléon ! »⁸⁹ En effet, *la Quotidienne* a insisté sur l'importance du bonapartisme sans le distinguer des autres idéologies politiques comme le libéralisme ou le républicanisme.

- 32 Par contre, le *Constitutionnel* a peu parlé de l'activité des bonapartistes dans la guerre d'Espagne. Il a reconnu l'existence des réfugiés italiens et des transfuges français qui étaient venus en Espagne pour participer à la révolution espagnole⁹⁰, mais il n'a pas forcément mis d'étiquette sur leur idéologie politique. D'ailleurs, il n'est pas facile de trouver le mot « Napoléon II » dans les articles du *Constitutionnel* concernant l'affaire d'Espagne, hormis le numéro du 17 avril 1823, exceptionnel à ce point de vue, où il y a un long article extrait du *Moniteur*, comme dans *la Quotidienne* du même jour. Dans cet article, le *Moniteur* a présenté le « manifeste à la nation française » du « conseil de régence de Napoléon II » et l'« adresse à l'armée française » qui finissait par les mots « Vive la liberté ! Vive Napoléon II ! Vivent les braves ! ». Ainsi, par ces documents, le *Moniteur* a conclu à l'existence d'un complot bonapartiste. Alors que *la Quotidienne* a publié l'article du *Moniteur* sans le critiquer, le *Constitutionnel* a mis en doute l'authenticité des documents et a adopté une attitude prudente face à la question de Napoléon II.
- 33 Mais quelle importance le bonapartisme a-t-il eu véritablement dans la guerre d'Espagne ? Il y avait certainement des Français qui se sont battus contre l'armée royale française en Espagne, comme plusieurs auteurs le montrent⁹¹. Les documents du conseil de guerre prouvent aussi l'existence des transfuges. Par exemple, entre les mois d'octobre et de décembre 1823, le second conseil de guerre de la division des Pyrénées-Orientales a jugé 40 soldats déserteurs qui étaient passés à l'ennemi. Parmi eux, 17 soldats étaient remplaçants et 10 volontaires. 34 soldats n'avaient pas trente ans. 39 soldats ont été condamnés à mort⁹². En plus, entre les mois de janvier et de juillet 1824, le conseil de guerre de la division des Pyrénées-Orientales a jugé 48 Français qui avaient été dénoncés pour avoir porté les armes contre la France. Il a condamné à mort 26 prévenus et en a acquitté 18. Les prévenus étaient jeunes. Il y en avait 21 d'une vingtaine d'années et 13 d'une trentaine d'années. D'ailleurs, 22 d'entre eux étaient des militaires en activité ou d'anciens militaires et 20 exerçaient une autre activité professionnelle. On trouve beaucoup de civils de diverses origines socio-professionnelles (trois cultivateurs, deux négociants, un pharmacien, un boulanger, un tailleur de pierre, un tisserand, etc.)⁹³. Il est possible que tous les transfuges ne soient pas passés à l'ennemi seulement pour sauver la révolution. D'après un rapport du ministre de l'Intérieur du 1er avril 1823, un soldat du 8e régiment d'infanterie légère a écrit à son père que des compagnies désertaient pour se rendre auprès de Mina, général espagnol, qui donnerait 20 sous par jour à chaque homme et 50 francs à son arrivée⁹⁴. Quelques militaires auraient-ils déserté pour « se faire de l'argent de poche » ?
- 34 Mais il est certain que le nom de Napoléon II a servi de signal de rébellion, bien qu'il n'y ait pas de preuve sur la participation de Napoléon II. Déjà dans l'été 1822, le ministre de l'Intérieur avait des renseignements sur le projet de former une bande en Espagne qui

entrerait en France aux cris de « Vive Napoléon II » et se rallierait à des militaires français à la frontière ⁹⁵. Par ailleurs, le 14 février 1823, le sous-préfet de Saint-Gaudens a rapporté au préfet de la Haute-Garonne qu'à neuf lieues de Madrid, certains soldats avaient voulu faire crier à un Français « Vive Napoléon II » ⁹⁶.

35 En outre, pourquoi et comment les réfugiés italiens que les journaux ont mentionnés ont-ils pu cohabiter avec les transfuges français ? Armand Carrel qui avait combattu pour la révolution espagnole, a ultérieurement témoigné des circonstances : « Barcelone, par sa position vis-à-vis de l'Italie, et sa réputation de ville libérale, avait attiré la plupart des hommes compromis dans les révolutions de Naples et du Piémont, ceux que la police de la sainte-alliance avait obligés de quitter la Pologne, la Lombardie, les petits États du Rhin, et toutes les contrées de l'Europe où la domination de Bonaparte avait eu des serviteurs et des soldats. D'anciens officiers français, qui depuis 1815 étaient allés faire la guerre partout [...] avaient préféré Barcelone à Madrid, à Cadix et à la Corogne. Quelques étudiants des universités d'Allemagne, des jeunes gens compromis en France dans d'inutiles complots, ou qui l'avaient quittée, enflammés de zèle pour une cause qu'ils croyaient la leur, enfin des sous-officiers et des soldats déserteurs de l'armée française, étaient venus se réunir à eux. [...] ces étrangers avaient été appelés à former un corps destiné par le général Mina à jouer un rôle politique dans la guerre contre la France ; mais bientôt, déçus de cette importance, [...] ils avaient dû se disperser encore, fuir l'Espagne, ou se résigner à ce qui adviendrait de la constitution et de ses défenseurs. Cinq cents environs, dans toute la Catalogne, restèrent sous les armes et formèrent, sous le nom de *légion libérale étrangère*, un petit bataillon d'infanterie et un faible escadron de lanciers. Plusieurs compagnies étaient toutes d'officiers ; [...] il y avait moitié de Français ; ceux qui ne l'étaient pas avaient servi dans les armées impériales ; ainsi les habitudes de service étaient les mêmes, l'esprit, ou plutôt le souvenir dominant, celui de la liberté conquérante et de Bonaparte ; l'uniforme et les emblèmes rappelaient ce temps » ⁹⁷. Du moins au début, il y avait plusieurs groupes politiques dans la réunion des « proscrits » étrangers. Or, sous quel drapeau ont-ils pu cohabiter ? Quel point commun ont-ils pu partager ? Ils n'ont pas pu arborer de drapeau national : il leur a fallu un drapeau transnational. Donc, il semble que la dénomination de Napoléon II leur ait été nécessaire. Ce groupe hétérogène a pu s'unir seulement sous la bannière du bonapartisme qui avait la volonté de construire un Empire libéral et européen sur la base de la mémoire de Napoléon. D'ailleurs, il faudrait noter que Carrel a mentionné le souvenir « de la liberté conquérante et de Bonaparte ». Il semble que dans la légion libérale étrangère, le souvenir de la Révolution française ait été uni avec celui de l'Empire.

36 Les bonapartistes favorables à la révolution espagnole ont voulu agir sur le peuple français. Le 9 avril 1823, la gendarmerie du département des Pyrénées-Orientales a arrêté un Français. Il est passé en Espagne en 1822 et est revenu en France pour répandre des proclamations de la régence au nom de Napoléon II, qui avaient été sans doute imprimées à Barcelone ⁹⁸. De même, le ministre de Bade a trouvé une proclamation semblable adressée « aux braves alsaciens » et l'a transmise au préfet du Bas-Rhin le 12 mai ⁹⁹. Il est très difficile de mesurer l'influence de ces papiers bonapartistes sur la population ¹⁰⁰. Cependant, il y avait une curieuse coïncidence. Selon Bernard Ménager, le bonapartisme populaire s'est remarquablement manifesté en 1823. Les masses populaires ont cru que l'expédition d'Espagne raterait, que le régime de la Sainte-Alliance et le trône des Bourbons s'effondreraient, et que cela permettrait le rétablissement de l'Empire napoléonien ¹⁰¹. L'une des raisons du développement de ce

bonapartisme populaire était peut-être la tolérance politique : il a pu facilement se mêler au souvenir de la Révolution française. Par exemple, en 1820, un agent d'affaire de 60 ans s'est dit « bleu » en présentant une pièce à l'effigie de Napoléon ¹⁰². En 1823, un tisserand a proféré les cris de « Vive l'Empereur, vive la République » ¹⁰³.

- 37 Donc, « le bonapartisme » au sens large du terme offrait la possibilité d'unir les souvenirs de la Révolution française et de l'Empire. Mais, comme on l'a déjà analysé plus haut, *le Constitutionnel* n'a su ni admirer le souvenir de Napoléon sans restriction, ni reconnaître la Révolution française et l'Empire comme une unité. C'est ce qui expliquerait pourquoi le journal a gardé le silence sur l'activité des bonapartistes en Espagne.
- 38 Sous la Restauration, la presse était une sorte de forum, c'est-à-dire un espace collectif où l'on discutait, dans lequel la parole provenant de différents pays et camps politiques était échangée et s'est imposée jusqu'à prendre l'allure d'un combat. Lors de la guerre d'Espagne, l'enjeu de ce combat était les mémoires de la Révolution française et de l'Empire napoléonien. Les journaux ont attaqué leurs ennemis par la mémoire et ont défendu la leur. Mais celle des libéraux a-t-elle été assez solide dans les luttes politiques ? Non. Elle ne l'a pas été à cause de la complexité de sa compréhension de la Révolution et de l'Empire. *Le Constitutionnel* aurait peut-être dû montrer une idée plus simple correspondant à la nature du media, dont les textes courts s'adressent davantage à l'émotion qu'à la raison. En effet, comme il n'a pas voulu accepter l'union des souvenirs de la Révolution et de Napoléon, il n'a pas pu s'allier avec les bonapartistes. D'ailleurs, *le Constitutionnel* n'a pas assez respecté la mémoire en insistant sur la nécessité de l'oubli.
- 39 En revanche, la mémoire de *la Quotidienne* n'a pas distingué la Révolution française de Napoléon. Pour elle, les libéraux français, les *descamisados*, les insurgés italiens, les républicains et les bonapartistes..., tous étaient pareils. Sa logique est violente, mais forte. Elle est adéquate à la nature du media. De plus, le journal ultra a attaqué les libéraux comme étant des anti-nationaux. Il a été soutenu par la victoire militaire et a finalement réussi à imposer sa conception du passé national en regroupant, dans le cadre d'une gloire nationale, les différents souvenirs comme Valmy, Austerlitz, et Trocadéro. Il est devenu un représentant des morts pour la nation. Ainsi, devenant invincibles après la guerre d'Espagne, les ultras ont gagné les élections de 1824.
- 40 Pourrait-on conclure qu'une des raisons de la défaite politique des libéraux en 1823-1824 ait été leur façon d'exploiter la mémoire du passé ?

NOTES

1.Cf. Édouard GUILLON, *Les Complots militaires sous la Restauration d'après les documents des archives*, Paris, Plon, 1895 ; Pierre-Arnaud LAMBERT, *La Charbonnerie française 1821-1823, Du secret en politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1995 ; P. SAUVIGEAR, « Carbonarism and the French army, 1815-1824 », *History*, vol. 54 (1969).

2. Charles LEDRÉ, « La presse nationale sous la Restauration et la Monarchie de Juillet », dans Claude BELLANGER, Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU (dir.), *Histoire générale de la presse française*, Paris, Presses Universitaires de France, 1969, tome 2, pp. 79-80.
3. De nombreux travaux analysent la guerre de 1823 du point de vue espagnol. Quelques-uns étudient la culture politique de cette période : Annie LACOUR, « Le concept « Révolution espagnole » chez les orateurs des cortès, Agustín ARGUELLES (1810-1814 et 1820-1823) », dans *La Révolution française et son « public » en Espagne entre 1808 et 1814*, Paris, Les Belles Lettres, 1989 ; Irene CASTELLS, « Le jacobinisme et le romantisme politique dans la presse du premier libéralisme espagnol (1808-1823) », dans *La plume et le sabre, Hommages offerts à Jean-Paul BERTAUD*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2002. En outre, Rafael SANCHEZ MANTERO se concentre sur la relation transnationale entre la France et l'Espagne : Rafael SANCHEZ MANTERO, « L'émigration politique en France pendant le règne de Ferdinand VII », dans *Exil politique et migration économique : Espagnols et Français aux XIXe-XXe siècle*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1991. Enfin, on peut aussi présenter un ouvrage espagnol : Gonzalo BUTRÓN PRIDA, *La ocupación francesa de España, 1823-1828*, Cádiz, Université de Cádiz, 1996.
4. Jean VIDALENC, « La guerre d'Espagne de 1823 vue par le *Journal de Rouen* », *Le 94e Congrès national des Sociétés savantes*, Pau, 1969.
5. Charles LEDRÉ, *op.cit.*, pp.38, 45, 57-60, et 74-77 ; J.-J. OECHSLIN, *Le mouvement ultra-royaliste sous la Restauration, son idéologie et son action politique (1814-1830)*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence R. Pichon et R. Durand-Auzias, 1960, pp.80-82, et p.87.
6. *Bulletin des lois*, n° 358, 1820.
7. Evariste DUMOULIN, *Lettre sur la censure des journaux et sur les censeurs*, Paris, 1820, (Bibliothèque Nationale, LB 48-3239). Cf. Albert CREMIEUX, *La censure en 1820 et 1821, Étude sur la presse politique et la résistance libérale*, Abbeville, Paillart, 1912.
8. *Id.*, p.30.
9. A.N., BB30/268.
10. *Ibid.*
11. *Ibid.*, F18/41.
12. Evariste DUMOULIN, *op.cit.*, p.77.
13. A.N., BB30/268.
14. *Archives Parlementaires de 1787 à 1860*, 2e série, Paris, 1878, tome XXXVIII, p.688.
15. A.N. F7/6729.
16. Charles LEDRÉ, *op.cit.*, p.73.
17. A.N., BB30/269.
18. *Ibid.*, F7/3795.
19. *La Quotidienne*, 28 mars, et 12 juin 1823.
20. *Id.*, 22 et 23 janvier 1823. *Le Constitutionnel*, 24 janvier 1823.
21. *Le Constitutionnel*, 25 mai 1823.
22. *Id.*, 23 août 1823.
23. *Id.*, 16 mai 1823.
24. *La Quotidienne*, 15 juillet 1822.
25. *Id.*, le 11 juin 1823.
26. *Id.*, le 13 avril 1823.
27. *Id.*, 13 mai 1823.

- 28.*Id.*, 11 octobre 1823.
- 29.*Id.*, 14 janvier 1821.
- 30.*Id.*, 11 janvier 1823.
- 31.*Id.*, 25 janvier, et 14 mars 1823.
- 32.*Id.*, 12 juillet 1823.
- 33.*Le Constitutionnel*, 14 décembre 1821.
- 34.*Id.*, 20 janvier 1823.
- 35.*Id.*, 26 mars 1823.
- 36.*Id.*, 17 février 1823.
- 37.*Id.*, 25 mars 1823.
- 38.*La Quotidienne*, 11 mars 1823.
- 39.*Id.*, 9 avril 1823.
- 40.*Id.*, 7 juillet 1823.
- 41.*Id.*, 3 septembre 1823.
- 42.*Id.*, 14 mars 1823.
- 43.*Id.*, 24 février 1823.
- 44.*Id.*, 5 février 1823.
- 45.*Id.*, 23 décembre 1823.
- 46.*Le Constitutionnel*, 11 décembre 1823.
- 47.*Id.*, 2 décembre 1823.
- 48.*Id.*, 17 février 1823.
- 49.*Id.*, 21 février 1823.
- 50.*Id.*, 8 juillet 1824.
- 51.*Id.*, 21 février 1823.
- 52.*Id.*, 24 septembre 1823.
- 53.*Id.*, 14 mars 1823.
- 54.*Id.*, 18 et 22 juillet 1823.
- 55.*Id.*, 21 août 1823.
- 56.*Id.*, 8 août 1823.
- 57.*Id.*, 16 octobre 1823.
- 58.*Id.*, 28 janvier 1823.
- 59.*Id.*, 21 février 1823.
- 60.*Id.*, 22 et 23 janvier, 21 mars 1823.
- 61.*Id.*, 11 décembre 1823.
- 62.*La Quotidienne*, 28 mars 1823.
- 63.*Id.*, 27 mai 1823.
- 64.*Id.*, 23 décembre 1823.
- 65.*Id.*, 3 octobre 1823.
- 66.*Id.*, 15 octobre 1823.
- 67.*Archives Parlementaires*, tome XXXVIII, p. 245.
- 68.*Id.*, p. 647.
- 69.*Id.*, p. 421.
- 70.*Id.*, pp. 422-426.
- 71.*Id.*, tome XXXIX, p. 508.
- 72.*Id.*, tome XXXVIII, pp. 397-399, 401-403.
- 73.*Id.*, p. 425.
- 74.*Ibid.*, *Id.*, tome XXXIX, p.507.
- 75.*La Quotidienne*, 1er mai 1823.

76. *Le Constitutionnel*, 2 mai 1823.
77. *Archives Parlementaires*, tome XXXVIII, pp. 289-293.
78. *Le Constitutionnel*, 13 février 1823.
79. *Archives Parlementaires*, tome XXXVIII, pp. 438-441.
80. *Id.*, p. 650.
81. *Le Constitutionnel*, 25 mars 1823.
82. *Archives Parlementaires*, tome XXXVIII, p. 387.
83. *Id.*, tome XXXIX, p. 513.
84. *Id.*, tome XXXVIII, pp. 428-429.
85. Quant à la liaison entre la légende napoléonienne et la presse, les ouvrages suivants la mentionnent partiellement : Philippe GONNARD, « La légende napoléonienne et la presse libérale (1817-1820) », *Revue des études napoléoniennes*, T. 1 (1912) ; *id.*, « La légende napoléonienne et la presse libérale : La Minerve », *Revue des études napoléoniennes*, T. 1 (1914) ; Natalie PETITEAU, *Napoléon de la mythologie à l'histoire*, Paris, Seuil, 1999, pp.45-49 ; François PLOUX, *De bouche à oreille, Naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIXe siècle*, Paris, Aubier, 2003, pp. 141, et 178.
86. *La Quotidienne*, 28 mars 1823.
87. *Id.*, 11 avril 1823.
88. *Id.*, 27 avril 1823.
89. *Id.*, 1er mai 1823. Bernard Ménager cite aussi cette affaire en exploitant les archives de la Justice. Bernard MÉNAGER, *Les Napoléon du peuple*, Paris, Aubier, 1988, p.62.
90. *Le Constitutionnel*, 21 juin, 10 octobre, 21 décembre 1822, 8 juin, le 30 septembre, 2 octobre 1823, 21 janvier, 5 février, 4 avril 1824.
91. Geoffroy de GRANDMAISON, *L'expédition française d'Espagne en 1823*, Paris, Plon, 1928, pp. 92-94 ; René BITTARD DES PORTES, *Les campagnes de la Restauration*, Genève, Slatkine-megariots, 1975, pp.69-72 ; André ZELLER, *Soldats perdus*, Paris, Perrin, 1977, pp.373-374 ; William SERMAN et Jean-Paul BERTAUD, *Nouvelle histoire militaire de la France, 1789-1919*, Paris, Fayard, p.217.
92. *Archives de la Guerre*, 4J/15.
93. *Ibid.*, 4J/18.
94. *Ibid.*, 4J/42.
95. A.N., F7/11981.
96. *Ibid.*
97. Armand CARREL, « De la guerre d'Espagne en 1823 », *Revue française*, mai 1828, dans *Œuvres politiques et littéraires d'Armand Carrel*, Paris, Librairie de F. Chamerot, 1858, tome 5, pp. 124-125.
98. A.N., F7/3795.
99. *Ibid.*
100. Mais la propagande favorable à la révolution espagnole a-t-elle été faite seulement par les bonapartistes ? La Police de Rouen a trouvé un pamphlet destiné à corrompre les militaires le 8 avril 1823. Il n'y avait pas le nom de « Napoléon ». Il est possible qu'un révolutionnaire qui n'était pas forcément bonapartiste l'ait écrit. Voici un extrait : « Camarades, vous allez rétablir en Espagne l'ancien régime et défaire la révolution. [...] Or, l'ancien régime, savez-vous ce que c'est, mes amis ? c'est, pour le peuple, des impôts, pour le soldat, c'est du pain noir et des coups de bâton, des coups de bâton et du pain noir. [...] Entrez en Espagne, marchez tambour battant, mèche allumée ; vive la schlague ! vive le bâton ! point d'avancement pour les soldats ! point de grades que

pour les nobles ! Au retour de l'expédition, vous recevrez tout l'arriéré des coups de bâton qui vous sont dus depuis 1789 » (A.N., BB 30/235).

101. Bernard MÉNAGER, *op.cit.*, pp. 31-32 et 61-63.

102. A.N., F7/9654.

103. *Ibid.*, F7/4072.

RÉSUMÉS

La guerre contre l'Espagne révolutionnaire a passionné la presse sous la Restauration. Le Constitutionnel, libéral, était hostile à la guerre et la Quotidienne, ultra, y était favorable. Tous les deux en ont débattu en citant des documents officiels, des lettres particulières, des journaux anglais et même des journaux adverses. Par ailleurs, la guerre a ravivé la mémoire de la Révolution française et de l'Empire. Cependant, celle du Constitutionnel était ambiguë. Il a dissocié la Révolution de la Terreur et a favorisé la première au détriment de Napoléon, si bien qu'il n'a pas pu encourager le bonapartisme. En plus, il a affirmé l'importance de l'oubli du passé. Pour la Quotidienne, l'époque napoléonienne était incluse dans la Révolution. Sa logique était simple, mais forte. D'ailleurs, elle a réussi à devenir un « porte-parole » des morts pour la nation et a critiqué les libéraux comme étant des anti-nationaux.

Memories of the French Revolution and Napoleonic Empire and their Impact on French Public Opinion at the Time of the Spanish War of 1823. The war against revolutionary Spain enthralled the French press under the Restoration. The liberal newspaper *Le Constitutionnel* was hostile to the war, while the ultra *La Quotidienne* was in favour. Both discussed the issue by referring to official texts, private letters, English newspapers and even papers from the opposite camp. Moreover, the war rekindled memories of the French Revolution and the Empire. The *Constitutionnel's* version, however, was ambivalent. It separated the Revolution from the Terror and favoured the former to the detriment of Napoleon, thus doing nothing to encourage Bonapartism. It also dwelt on the importance of forgetting the past. For *La Quotidienne*, the Napoleonic period was subsumed in the Revolution. Its logic was simple but powerful. Besides, it succeeded in becoming a "mouthpiece" for those who had fallen for the nation and criticized the liberals for being unpatriotic.

INDEX

Mots-clés : presse, mémoire de la Révolution française et de l'Empire napoléonien, Guerre d'Espagne de 1823